

On compte que la ligne de Nipissingue à Vancouver a une longueur actuelle de 2,592 milles, le projet du gouvernement Mackenzie imposait au pays une dépense de \$25,422,000, en argent sonnante, et de \$152,520,000 en terres; autrement dit, le gouvernement libéral de 1874 était prêt à donner au moins \$177,940,000 pour la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique. Cette route était construite, quatre ans plus tard, suivant la propre estimation de nos adversaires, mais sous l'administration conservatrice, au coût de \$135,000,000. Je dis donc que si l'on faisait une comparaison à ce propos, elle ne serait pas à l'avantage du gouvernement libéral de ce temps-là. Personne n'a répondu aux offres de M. Mackenzie. En effet, on n'avait pas confiance dans la bonne foi de ceux qui faisaient cette proposition, et personne n'aurait voulu entreprendre la construction d'un chemin de fer à ces conditions. Cette ligne fut cependant construite sous le gouvernement conservateur, et si le pays s'est développé comme il l'a fait, si un nouveau chemin de fer désire maintenant avoir sa part de cette prospérité, c'est là la plus grande louange qu'il soit possible d'adresser au génie et au patriotisme des hommes qui ont exécuté cette grande entreprise en 1879. Je ne crois pas, M. l'Orateur, qu'il soit nécessaire pour moi de faire longuement allusion à ces comparaisons que nos adversaires veulent établir entre les conditions qu'ils imposent au Grand-Tronc-Pacifique et celles que le gouvernement conservateur a exigées, lorsqu'il s'est agi de la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique, en 1879. Qu'on me permette, toutefois, de citer un extrait d'un discours prononcé par feu l'honorable Alexander Mackenzie, en 1879, lors de la discussion du projet du Pacifique. Il disait :

L'honorable député s'imaginait-il que des émigrants se rendront au Nord-Ouest et achèteront des terres à raison de \$2 l'acre, lorsqu'il en est offert des millions d'acres pour rien aux Etats-Unis ?

Les membres de la droite disent que les vingt-trois millions d'acres de terre donnés au Pacifique, valaient, dans le temps, \$3 l'acre. M. Mackenzie signalait le fait, exact du reste, que dans certains grands états de la république voisine, le Texas, le Kansas etc., de grandes étendus de terre étaient distribuées gratuitement aux colons qui voulaient s'y établir; aussi le nombre de ces derniers était-il plus considérable que celui des colons qui se dirigeaient vers notre Nord-Ouest, à cette époque. M. Mackenzie continuait ainsi :

De fait, nous avons éprouvé beaucoup de difficulté à développer la colonisation au Canada, même lorsque les terres étaient données gratuitement par le gouvernement. Il est encore plus difficile d'envoyer des colons aux régions éloignées de l'ouest, où ils auront à surmonter les difficultés inhérentes à un pays nouveau, et non moins considérables, bien que d'une nature différente de celles qu'ont eu à

surmonter les colons dans les districts boisés. En effet, il y a la longueur de la durée de l'hiver, le manque de bois et de matériaux de construction ainsi que les embarras du transport. En conséquence, nous devons nous décider, si nous voulons coloniser cette contrée, à dépenser une forte somme d'argent pour aider aux colons à s'y rendre, et une fois rendus, leur donner des terres gratis.

Voilà une preuve des difficultés qui, d'après M. Mackenzie, se présentaient aux promoteurs du chemin de fer Canadien du Pacifique. Je le répète, si l'on tient compte de toutes ces circonstances, on doit, bien loin de le condamner, féliciter le gouvernement de sir John A. Macdonald d'avoir pris l'attitude qu'il a tenue; l'état de choses qui existe maintenant au Nord-Ouest prouve surabondamment qu'elle était juste et raisonnable.

Mon honorable ami de Toronto-ouest (M. Osler) a été violemment attaqué au cours de ce débat, parce qu'il a osé exprimer une opinion contraire aux vues de la droite sur l'opportunité et la sagesse d'adopter la mesure qui nous est soumise. Si je ne me trompe, un membre de la droite a affirmé que si c'était le Pacifique qui faisait une convention avantageuse avec le gouvernement, mon honorable ami et collègue de Toronto-ouest ne soulèverait aucune objection, mais que dès qu'il s'agissait d'un traité avec le Grand Tronc, l'honorable député condamnerait le gouvernement et ne voulait pas permettre à cette grande compagnie d'atteindre notre Nord-Ouest canadien. J'affirme et je mets au défi n'importe quel membre de la Chambre de me contredire sur ce point, j'affirme que ni dans cette Chambre, ni en dehors de cette enceinte, depuis que ce projet est devenu public, mon estimé collègue n'a rien dit contre le prolongement du Grand Tronc jusqu'au Manitoba et aux Territoires du Nord-Ouest.

Je dis qu'au contraire, il s'est toujours prononcé en faveur de ce prolongement; qu'au lieu de condamner ce projet, il a demandé que cette permission fût accordée au Grand Tronc à des conditions raisonnables. Mais, parce qu'il a eu le courage ou la témérité, ou quelque soit le terme qu'on peut employer, de combattre la proposition du leader de la droite, on veut attacher à sa conduite une flétrissure grossière—parce que ce n'est rien autre chose qu'une flétrissure—à cause des relations de mon honorable ami avec la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique. Mon honorable ami possède la confiance, en sa qualité de représentant du chemin de fer Canadien du Pacifique, d'une des plus grandes et des plus influentes corporations du Canada. Des assertions semblables avancées par les membres de la droite, peuvent nuire à l'honorable député parmi la population qui ne le connaît pas. Mais son passé et son attitude dans cette affaire sont connus du peuple du Dominion, des membres de cette Chambre. J'affirme que la seule objection qu'il a sou-